

*Initiatives ministérielles*

fait cadeau à ses riches amis de façon que ceux-ci puissent devenir riches.

À l'heure actuelle, les Canadiens font face pour la première fois à une dépression fabriquée au Canada, récession étant vraisemblablement le terme que les ministériels préfèrent. Quant à moi, j'estime que le Canada est témoin du premier cas dans l'histoire du monde d'un gouvernement qui applique la politique de la terre brûlée à l'égard de sa population.

Je puis comprendre qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, les Russes aient pu utiliser cette politique de façon à priver leurs ennemis de toutes provisions alimentaires alors qu'ils battaient en retraite. Quand je réfléchis à tout ce qui est survenu au Canada depuis à peine six ans que le gouvernement actuel exerce le pouvoir, et que je constate jusqu'à quel point il a appauvri le Canada, le privant de son identité, de son entité géographique et philosophique selon l'idée que le monde s'en faisait, je dois conclure que le gouvernement a indubitablement eu recours à la politique de la terre brûlée, de telle sorte qu'une fois qu'il en aura terminé et qu'il ne sera plus au pouvoir, personne ne pourra plus jamais identifier quoi que ce soit comme étant canadien.

L'Accord de libre-échange a été sans aucun doute une première étape de cette politique de la terre brûlée. Quand nous considérons les résultats de la mise en application du projet de loi C-21, quand nous réfléchissons à la privatisation de nos sociétés aéronautiques dont j'ai déjà parlé, la vérité saute aux yeux: le gouvernement s'applique à retirer au Canada toute identité pour des raisons je dirais qui n'ont rien à voir avec la réduction de la dette de notre pays ou la promotion des intérêts nationaux.

C'est une raison dont le gouvernement nous rebat constamment les oreilles. Il prétend agir pour le bien du Canada. Il doit sans doute avoir une vision du Canada bien différente de la mienne et de celle de mon parti. J'ai du mal à accepter l'idée d'un Canada dont le régime d'assurance-chômage n'est ni généreux ni compatissant. Un Canada privé dorénavant d'une société nationale ferroviaire, VIA Rail, d'une société nationale aérienne Air Canada parfaitement identifiable. J'ai du mal à accepter l'idée d'un Canada dont le gouvernement, l'une des principales sources de financement du pays, a mis tout en oeuvre pour réduire le bien-être des Canadiens. Je parle, bien sûr, du régime d'assurance-santé et aussi

du financement par le gouvernement fédéral de l'enseignement secondaire.

Le gouvernement applique la politique de la terre brûlée. D'ailleurs, le thème du débat d'aujourd'hui, soit la privatisation de Petro-Canada, le prouve bien.

Monsieur le Président, quand on écrira l'histoire de notre nation, je suis sûr que le nom de l'homme qui occupait le poste de ministre de la Privatisation au 6 décembre 1990 ne figurera nulle part, et ce, pour une excellente raison: on ne voudra pas consigner dans un livre d'histoire ce que ce ministre est en train de faire aujourd'hui. Je suis convaincu que très peu d'historiens y prêteront attention. Pourtant, le gouvernement confesse qu'il agit ainsi pour des motifs idéologiques.

J'espère que ce fâcheux épisode de l'histoire de notre nation sera considéré comme un moment d'aberration. Comme l'a laissé entendre un des orateurs précédents, c'est probablement la dernière fois qu'un gouvernement progressiste-conservateur, ou que tout gouvernement de nature conservatrice, est au pouvoir au Canada pour les 100 prochaines années.

Mais revenons aux amendements et parlons du projet de réduire à zéro, ou plutôt à 1 p. 100 la participation étrangère, contrairement à Margaret Thatcher qui, dans sa sagesse de grande conservatrice, a trop souvent opté pour le chiffre zéro. En fait, notre proposition de réduire de 25 à 1 p. 100 la participation étrangère n'est pas si terrible.

• (1250)

En temps normal, quand on parle de pays comme celui avec lequel nous avons conclu un accord de libre-échange, nos charmants voisins du Sud, les États-Unis, nous voyons qu'ils s'inquiètent du niveau de participation étrangère dans leur économie, et pourtant, dans leur cas, ce niveau n'est que de 4 à 5 p. 100.

Au Canada, les étrangers contrôlent 50 p. 100 du secteur manufacturier et entre 70 et 80 p. 100 des industries extractives. Dans l'industrie pétrolière, ils contrôlent environ 45 p. 100 des activités, ce qui constitue une augmentation par rapport au taux de 37 p. 100 enregistré avant que les conservateurs, bien déterminés à tout détruire sur leur passage, arrivent au pouvoir en 1984.

Oui, c'est vrai, comme l'a admis le député de Cariboo-Chilcotin, nous sommes bien aux prises avec un